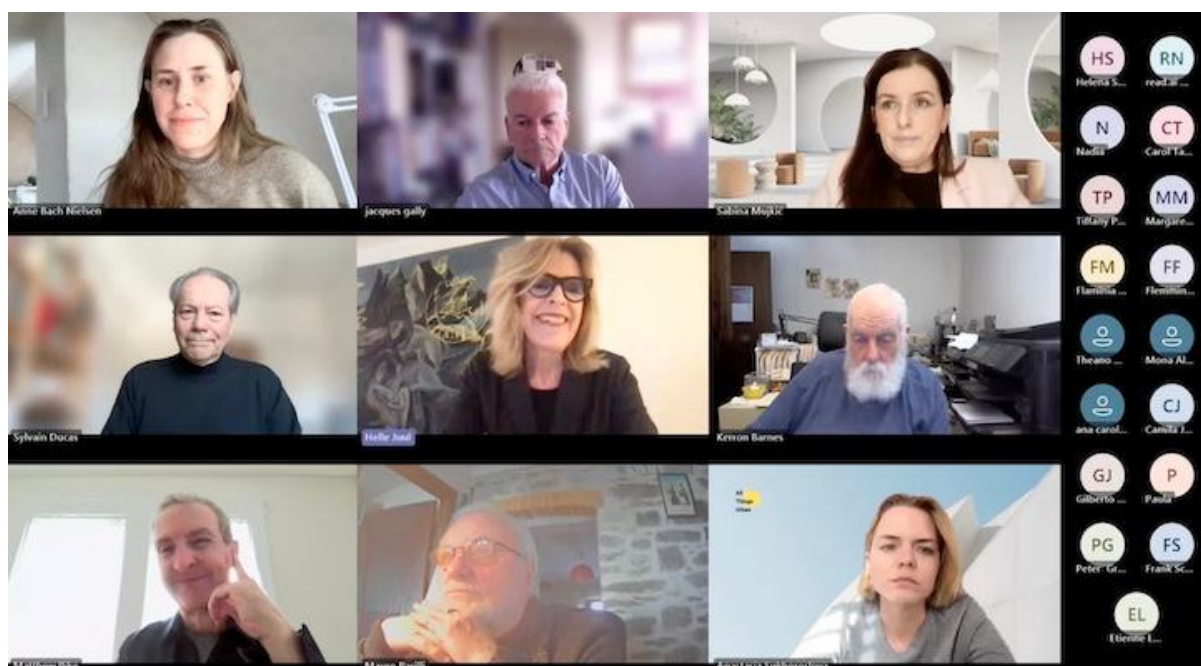


SESSION D'HIVER INTA 2

Urbanité, bien-être et crises

Avenirs urbains mondiaux : offrir un logement meilleur et abordable

24 février 2026



INTRODUCTION ET CADRAGE — HELLE JUUL (Présidente, INTA) :

Bienvenue à notre deuxième conférence de la session d'hiver INTA 2026. Je m'appelle Helle Juul, je suis la présidente de l'INTA. Je suis aujourd'hui accompagnée de Sabina Mujkic, vice-présidente, de Ljubljana en Slovénie, d'Étienne Lhomet, vice-président, de Bordeaux en France, et Jacques Gally, basé à notre siège à Paris.

Notre thème général est *Futurs Urbains Mondiaux : offrir un logement meilleur et abordable*. Aujourd'hui, nous allons nous concentrer particulièrement sur l'interconnexion entre urbanité, bien-être et crises.

Les villes du monde entier font face à de multiples crises qui se recoupent : changement climatique, inégalités sociales, pénurie de logements, migration et défis de santé publique. Dans ce contexte, la façon dont nous concevons, gouvernons et habitons nos villes devient cruciale.

La question centrale est : comment le développement urbain peut-il non seulement répondre aux crises, mais renforcer réellement la résilience et le bien-être humain ? C'est au cœur même de notre stratégie.

INTERVENANTS ET FORMAT

Nous sommes très heureux d'accueillir aujourd'hui deux voix fortes pour le débat : Anne Bach Nielsen, professeure associée au département de santé publique de l'Université de Copenhague, et Camila Jordan, ingénieure environnementale, urbaniste et chercheuse en politiques publiques, directrice des relations institutionnelles et du plaidoyer de TETO Brazil.

Ensemble, nous explorerons comment les principes de la ville humanisante peuvent renforcer les villes et accroître leur résilience en temps de crise. Chaque intervenante disposera de 20 minutes pour sa présentation. Nous ouvrirons ensuite le débat et les questions.

LES ENGAGEMENTS DE L'INTA

Avant de céder la parole à Anne Bach Nielsen, permettez-moi de souligner brièvement que l'INTA a une longue histoire d'engagement sur ces questions. L'Association internationale pour le développement urbain contribue activement au renforcement du dialogue mondial sur la santé, la résilience et la qualité de vie dans tous les aspects du développement urbain. Nous vous invitons à visiter le site web <https://inta-aivn.org/fr/> ainsi que notre profil LinkedIn <https://www.linkedin.com/company/international-urban-development-association-inta-aivn>.

Nous y parvenons grâce à des services de conseil stratégique, des tables rondes internationales, des conférences d'experts et des forums du savoir, des réseaux professionnels intersectoriels et un dialogue entre parties prenantes publiques et privées.

Tous les participants recevront le compte rendu de la session ainsi que les présentations, afin que nous puissions continuer à échanger et à débattre sur la manière dont nous offrons réellement un logement meilleur et abordable.

ANNE BACH NIELSEN

INTRODUCTION : UNE PERSPECTIVE EN SCIENCES SOCIALES



Merci beaucoup de m'avoir invitée, Helle, et merci à vous tous d'être présents aujourd'hui.

Je vais parler de la crise et du bien-être urbain sous l'angle des catastrophes et des crises. Je suis chercheuse spécialisée dans les catastrophes et le changement climatique, mais aussi en sciences sociales. Cela signifie que j'étudie les catastrophes, les crises et le bien-être urbain selon une approche des sciences sociales, avec un intérêt particulier pour les

questions liées aux personnes et au pouvoir — très étroitement liées au concept d'urbanisme centré sur l'humain

Cela signifie aussi que je ne suis ni architecte ni urbaniste. Je suis basée à l'Université de Copenhague — le bâtiment visible sur la diapositive est en réalité un ancien hôpital, construit lors de l'épidémie de choléra à Copenhague. Je suis affiliée au Copenhagen Centre for Disaster Research, une équipe interdisciplinaire de chercheurs qui s'efforcent de comprendre les liens entre catastrophes et société à travers de nombreux domaines d'étude.

J'ai également une vision assez globale. Je travaille beaucoup en Europe, mais aussi à l'étranger, souvent en étroite collaboration avec des partenaires locaux. Certains des exemples que je vais donner aujourd'hui proviennent principalement d'un projet au Bangladesh et de recherches menées en Inde. Il m'importe de rendre hommage aux personnes remarquables qui travaillent sur le terrain et qui soutiennent les recherches que nous y menons.

J'ai actuellement des projets à Copenhague, au Bangladesh et au Kenya, portant sur les catastrophes et la vulnérabilité dans les villes, et je réfléchis à la manière dont les acteurs locaux peuvent soutenir une voie plus résiliente pour gérer certaines des crises que nous observons.

QU'EST-CE QU'UNE CRISE URBAINE ?



Pour commencer par une définition : qu'est-ce qu'une crise urbaine ? Pour beaucoup d'entre vous, cela n'est peut-être pas nouveau, mais dans de nombreux cercles œuvrant dans la gestion des crises, des urgences et des catastrophes, il est en réalité assez provocateur d'affirmer que ni les crises ni les catastrophes ne viennent de l'extérieur ou d'en haut. Ce sont des phénomènes que nous créons à travers notre façon de planifier, concevoir et habiter nos villes.

Ce paradigme est vraiment important pour réfléchir au lien entre bien-être urbain, catastrophes, crises — et bien sûr, logement.

La façon même dont nous construisons et concevons nos maisons, et dont elles s'articulent avec les espaces urbains et les communautés qui y vivent, est cruciale pour la promotion de la santé urbaine. Lorsque les catastrophes — en particulier les aléas naturels — sont traitées en pratique, elles sont souvent perçues comme relevant davantage d'une logique technique et physique.

La façon dont moi-même, et de nombreux spécialistes des catastrophes, appréhendons les catastrophes et les crises, c'est à travers le prisme de la construction sociale. Pour pouvoir répondre aux crises et les gérer, nous devons comprendre les structures économiques, politiques et sociales qui conditionnent actuellement nos villes.

Une métaphore utile est celle du prisme : les catastrophes amplifient certains des problèmes et enjeux déjà présents. Pensez à la pandémie de COVID-19 — ici, au Danemark, la principale recommandation était de s'isoler et de travailler depuis chez soi autant que possible. Imaginez combien une telle réponse aurait été difficile à appliquer dans de nombreux endroits à travers le monde, pour des personnes qui vivent au jour le jour afin de pouvoir mettre de la nourriture sur la table. Cela illustre clairement le rôle des structures sociales, économiques et politiques, et la façon dont les catastrophes amplifient et révèlent les problèmes déjà présents.

Cela m'amène au second point : il faut penser non seulement à l'exposition, mais aussi à la vulnérabilité. Qui est vulnérable, et pourquoi ces personnes le sont-elles ? Nous devons reconnaître les énormes déséquilibres que nous observons tant à l'échelle mondiale qu'au

sein des villes. Cette prise de conscience est essentielle pour créer des espaces urbains meilleurs et plus résilients.

TROIS GRANDES TENDANCES MONDIALES



Cela m'amène à trois grandes tendances mondiales actuelles, importantes pour comprendre l'urgence du logement que nous observons dans de nombreux endroits, en particulier dans les zones à faible revenu et dans le Sud global.

La première, et peut-être la plus significative, est la tendance massive à l'urbanisation. L'afflux massif de personnes dans les villes crée des situations d'urgence en matière de logement dans

de nombreux endroits. Dhaka, au Bangladesh — l'un de nos terrains de recherche — incarne parfaitement cette réalité : chaque jour, un nombre considérable de personnes s'y installent en quête de travail et de meilleures conditions de vie. La ville n'est pas en mesure d'absorber la demande de logements et de services, ce qui génère des conditions de vie très précaires et risquées pour de nombreux habitants.

La deuxième tendance est la mondialisation et l'immense interconnexion que nous observons aujourd'hui. Tout évolue beaucoup plus vite qu'il y a quelques décennies, et cette interconnexion crée un niveau de complexité considérable lorsque nous voulons gérer des catastrophes et des crises. Pensez à la crise financière de 2008, ou à la pandémie de COVID, et à la rapidité de leur propagation — parce que les personnes et les capitaux circulent librement et rapidement à travers le monde.

La troisième est la crise environnementale — ou plutôt les crises environnementales multiples. Le cadre des limites planétaires le décrit bien : nous dépassons les seuils à de nombreux égards en termes de ce que notre planète peut réellement supporter. Le changement climatique est fondamental pour comprendre à la fois les défis auxquels les villes font face et l'urgence du logement qui les accompagne. Les aléas naturels se sont déjà intensifiés et continueront de le faire. Et le changement climatique n'affecte pas tout le monde de la même manière : les personnes vivant dans des zones à risque — dans des plaines inondables, dans des espaces très peu végétalisés — sont exposées à des risques bien plus élevés d'inondations et de vagues de chaleur.

VOIES D'ADAPTATION

En raison de ces grandes tendances mondiales, nous assistons à des efforts d'adaptation significatifs à de nombreuses échelles dans les villes du monde. Certains de ces efforts relèvent d'une stratégie clairement définie et d'une mise en œuvre structurée, et débouchent sur des résultats positifs. D'autres conduisent à ce que l'on peut appeler la maladaptation — des conséquences involontaires qui aggravent en réalité le problème.

Il faut aussi garder à l'esprit que, dans de nombreux endroits, des adaptations se produisent simplement parce que les personnes sont contraintes d'agir pour améliorer leurs conditions de vie — notamment face aux impacts environnementaux. Quitter les zones rurales côtières pour s'installer en ville afin de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille en est un exemple, et cela contribue avant tout à la création de nouveaux risques de catastrophe.

CAS DE TERRAIN : DHAKA, BANGLADESH

Cette photographie aérienne, prise par ma collègue Ekta Kha, montre le terrain sur lequel nous travaillons à Dhaka, au Bangladesh. Nous cherchons à comprendre comment les migrants venus des zones rurales et côtières s'installent dans des endroits informels et précaires, comment ils accèdent aux services — électricité, eau, infrastructures de santé — et comment cela influe sur leurs moyens de subsistance.



Au cours de notre projet, le Bangladesh a connu des troubles politiques, un mouvement de protestation et un changement de gouvernement. L'impact de ces bouleversements politiques sur notre terrain a été significatif : la moitié des personnes que nous suivions ont été soudainement expulsées. Les images du drone montrent, d'un côté d'une route nouvellement construite, un terrain vide, et de l'autre, les vestiges du groupe de logements informels —

des abris et des baraques en tôle de fer et d'étain.

Lorsque nous avons échangé avec les habitants après l'expulsion, deux éléments sont apparus très clairement. Premièrement, même si les conditions de vie n'étaient pas bonnes — un établissement informel sur une plaine inondable, construit sur une ancienne décharge — beaucoup s'y étaient installés depuis de nombreuses années : certains depuis 5, 10, voire 15 ans. Ils avaient développé un véritable sentiment d'appartenance, une stabilité, une communauté locale.

Puis, du jour au lendemain, on leur a demandé de partir, et toute la communauté a été démolie.

Ce que je veux illustrer avec cet exemple, c'est à la fois le risque considérable auquel sont exposées les personnes contraintes de s'installer dans ces quartiers précaires, et le cycle permanent de création de risques de catastrophe auquel elles font face. En quittant les campagnes et les zones côtières du Bangladesh pour la ville, elles subissent sans cesse le même cycle d'instabilité et de marginalisation, reléguées continuellement dans les coins les plus précaires des agglomérations urbaines.

CAS DE TERRAIN : CHENNAI, INDE



C'est une étude que j'ai menée pendant trois ans sur la Stratégie de résilience de Chennai, cherchant à comprendre ce que cette stratégie apportait réellement aux personnes vivant dans la ville.

L'un des principaux résultats de certains programmes de relogement du début des années 2000 a été le déplacement de personnes depuis des zones côtières — dont beaucoup avaient été

fortement touchées par le tsunami de l'océan Indien en 2004 — vers des logements modernes situés en périphérie urbaine, souvent assez éloignés de la côte.

Les intentions étaient très bonnes et, à bien des égards, les personnes relogées étaient effectivement moins exposées aux inondations. Cependant, de nombreux nouveaux problèmes ont émergé lorsqu'elles ont été déplacées loin de leurs lieux de travail, de leurs zones de pêche, ainsi que des communautés, cultures et territoires auxquels elles appartenaient.

Lors de la deuxième phase d'interventions, les ONG et les partenaires impliqués dans la conception de la stratégie se sont demandé : comment améliorer les choses et éviter de reproduire les mêmes erreurs ? Des projets ont alors été conçus en impliquant les communautés de manière bien plus significative, en phase avec les aspirations des habitants et leur sentiment d'appartenance.

Un exemple en est un projet de jardins urbains — toujours actif aujourd'hui — dans lequel les toits plats caractéristiques de Chennai ont été transformés en espaces verts et productifs, favorisant les activités communautaires, la sécurité alimentaire et la végétalisation des quartiers, contribuant ainsi à atténuer les épisodes de chaleur extrême

que la ville connaît régulièrement. Ce sont des exemples de leçons apprises, où les projets cherchent réellement à prendre en compte la maladaptation dans leurs perspectives futures.

CONCLUSIONS : LES TROIS P



Permettez-moi de conclure avec les Trois P — une approche qui résonne bien avec ce que l'INTA fait déjà en matière d'urbanisme, et qui y apporte une dimension des sciences sociales.

Le premier P est Lieu (Place) : reconnaître le sentiment d'appartenance des personnes, ainsi que le contexte et la culture locale. À qui la ville est-elle destinée ? Qui y a accès ? Qui peut vivre où, et pourquoi ?

Le second P est Personnes (People) : autonomiser les communautés locales pour qu'elles développent et mettent en œuvre des solutions de logement, car les approches participatives génèrent des résultats bien plus résilients que les interventions descendantes.

Le troisième P est Pouvoir (Power) : qui déplace les personnes, et qui contrôle les ressources financières qui alimentent tant de ces projets — ce sont des questions cruciales pour obtenir des résultats durables. L'exemple de l'expulsion à Dhaka l'illustre parfaitement. Les habitants avaient construit une véritable stabilité dans ces établissements informels au fil des années. Puis les troubles politiques, combinés à la précarité juridique de leur situation, les ont retrouvés à la rue pratiquement du jour au lendemain. Cela montre à quel point il est essentiel de comprendre qui décide réellement qui reçoit quoi, quand et comment — une dimension cruciale de l'urgence du logement que nous traversons.

Merci de m'avoir écoutée. N'hésitez pas à me contacter si vous souhaitez poursuivre cette conversation.

QUESTIONS-RÉPONSES — APRÈS LA PRÉSENTATION 1

HELLE

Une présentation vraiment brillante — merci Anne. Je souhaite poser une question immédiate. Lorsque vous travaillez à Dhaka sur une longue période :

- Collaborez-vous avec des promoteurs, des municipalités ou d'autres acteurs qui pourraient réellement prendre la tête du changement ?
- Ou cela dépasse-t-il le cadre d'une équipe de recherche universitaire ?

ANNE BACH NIELSEN

Ce point est essentiel : nous ne travaillons à Dhaka que parce que nous avons des partenaires locaux.

Nous collaborons avec une ONG spécialisée dans la recherche sur les migrations et avec l'Université de Dhaka. Les deux exercent une véritable influence politique, et il s'agit d'un partenariat réel — nous co-analysons ensemble les résultats issus des données.

Nous réalisons également de nombreuses analyses de santé : par exemple, en traçant les bactéries et les infections pour comprendre les liens avec les comportements et les services. Une partie de ce travail de laboratoire est effectuée à Copenhague car les équipements y sont bien supérieurs, même si nous cherchons aussi à renforcer les capacités locales.

Pour les aspects plus politiques, nous laissons cela en grande partie à nos partenaires locaux, qui connaissent le contexte et savent comment le gérer.

Une grande part de cette gouvernance est extrêmement informelle — et c'est un point crucial. La gouvernance des services dans ces quartiers était restée assez stable pendant de nombreuses années : les services étaient fournis, même illégalement, avec le soutien d'agents gouvernementaux et de responsables politiques — mais sans aucune trace écrite.

Comprendre ces dynamiques est essentiel pour analyser et, à terme, améliorer les conditions de vie des populations qui y résident.

CAMILA JORDAN

INTRODUCTION



CAMILA JORDAN

- **Activist, Environmental Engineer, Practitioner**
- Director of Institutional Relations and Advocacy at TETO Brazil (2025),
- Executive Director of TETO 2020 - 2024,
- Started at TETO Brazil as a volunteer in 2013,
- Director of the Social Housing Pilot Program for basement renovation in a low-income neighborhood, with the City of New York,
- Bachelor's degree in Environmental Engineering from Nova University of Lisbon,
- Master's degree in Public Administration with an emphasis on urban policy and housing from Columbia University, New York,
- Postgraduate degree in Social Urbanism at INSPER, São Paulo,
- In 2022 and 2023, was named one of the 500 most influential people in Latin America by BloombergLinea,
- International speaker and has a TEDx talk.

Merci beaucoup de m'avoir invitée. Pour vous, c'est une session d'hiver ; pour moi, c'est en réalité une session d'été puisque je suis dans le Sud global — mais je suis très heureuse d'être ici. Je pense que nous avons besoin de plus en plus d'espaces comme celui-ci, où différents pays et différentes perspectives se réunissent.

Je m'appelle Camila Jordan. Je suis militante, ingénieure environnementale et praticienne, titulaire d'un master en administration publique spécialisé en politiques urbaines et de logement. Je suis originaire de Colombie, et je viens de terminer un diplôme de troisième cycle en urbanisme social ici au Brésil — une méthodologie présentée au monde en grande partie à travers l'exemple de Medellín, en Colombie.

Ce qu'il est le plus important de savoir, c'est que j'ai commencé comme bénévole chez TETO — une organisation latino-américaine — et que j'y travaille depuis 13 ans à différents titres : bénévole, directrice exécutive, et désormais directrice des relations institutionnelles et du plaidoyer.

LE CONTEXTE BRÉSILIEN

Au Brésil, 59 millions de personnes vivent dans la pauvreté — un chiffre proche de la population totale de la Colombie. En termes absolus, le Brésil est l'un des pays d'Amérique latine où le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est le plus élevé.

- 16 millions de personnes vivant dans des favelas (habitats informels)
- 6 millions d'unités : déficit quantitatif de logements
- 25 millions de ménages présentant un déficit qualitatif de logement

La plupart des logements construits au Brésil l'ont été en autoconstruction — pas nécessairement avec l'appui d'un ingénieur ou même d'un architecte.

Un élément de contexte souvent absent du débat sur le logement : les grandes favelas consolidées et bien connues — celles qui apparaissent lorsqu'on cherche des images de Rio de Janeiro — sont l'exception, non la règle. Ces communautés existent depuis de nombreuses années. Elles disposent d'un capital social, de contacts avec les pouvoirs publics, d'organisations de base. Elles font face à d'immenses défis, mais elles sont sur la voie d'une intégration urbaine progressive.

Ce sur quoi TETO se concentre est différent : ce que nous appelons l'urgence du logement dans les favelas hyper-vulnérables. Selon nos données, dans les communautés où nous avons travaillé ou que nous avons cartographiées au Brésil, 40 % des habitants vivent encore dans des baraques en bois ou des constructions faites de matériaux de récupération.

L'URGENCE DU LOGEMENT : UNE CRISE INVISIBLE



Il n'existe aujourd'hui au Brésil aucune politique publique qui s'adresse spécifiquement aux familles vivant dans ce que nous appelons l'urgence du logement. Quand on parle de logement, tout est généralement regroupé autour du déficit de logements — et même si ces familles y sont incluses, elles ne bénéficient pas de la visibilité nécessaire pour que des solutions réelles soient développées en leur faveur.

La principale voie de la politique du logement au Brésil — Minha Casa Minha Vida [PT : Ma Maison, Ma Vie — programme fédéral brésilien de logement] — est un programme de crédit. Or les familles vivant aujourd'hui dans des baraques en bois ne peuvent pas accéder au crédit.

Qu'est-ce qui caractérise concrètement l'urgence du logement ? Une construction très précaire et auto-construite, sans raccordement à un système d'assainissement formel. Non isolée des températures extrêmes. Très exposée aux inondations, située sur les terrains les moins prisés — à proximité de rivières, de canaux ou de zones sujettes aux glissements de terrain. Des raccordements d'eau et d'électricité non sécurisés. Des structures fragiles, construites en matériaux de récupération. Aucune intimité : plusieurs noyaux familiaux partagent souvent le même espace, les enfants dormant dans la même pièce que leurs parents. Et ces constructions ne résistent généralement pas aux fortes pluies.



Il s'agit d'une urgence du logement invisible et persistante, qui précédait la crise climatique et qui en est aujourd'hui amplifiée. Les structures de vulnérabilité étaient déjà en place, construites par nous en tant que société. Tout empire désormais pour ces familles parce qu'elles vivaient déjà dans un état d'urgence, et celui-ci est devenu une crise aigüe sous l'effet du changement climatique.

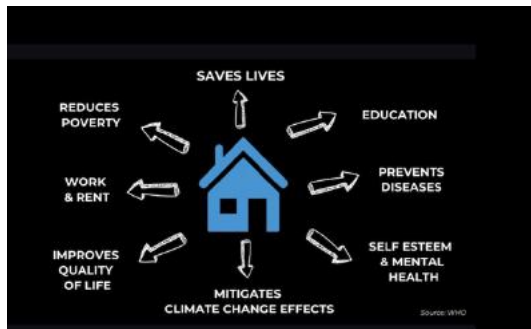
UNE HISTOIRE HUMAINE

Je connais personnellement la femme qui vivait dans la maison que vous voyez sur cette photo. Elle vivait là avec son bébé de dix mois, et chaque fois qu'il pleuvait, la maison s'inondait jusqu'à 60 ou 70 centimètres, et des serpents entraient par des trous dans le plancher. Elle restait debout sur une table pendant des heures avec sa fille, terrifiée par ce qui pourrait arriver. Cette femme était profondément déprimée et totalement isolée.

Lorsque nous lui avons construit une nouvelle maison, cela lui a ouvert une perspective de nouveau départ — la possibilité de penser à demain et à sa fille, qui ne rampait ni ne marchait encore, car les conditions étaient trop insalubres pour qu'elle reste par terre. La petite a commencé à ramper puis à marcher, plus vite que prévu.

« Les maisons ne sont pas que des foyers pour nous — elles sont l'espoir. » — Lidwina, leader communautaire

POURQUOI LE LOGEMENT DOIT PASSER EN PREMIER



Nous pensons que le logement doit passer en premier. Même s'il s'agit d'une maison d'urgence transitoire, nous devons réfléchir à ces solutions — car les gens vivent au quotidien dans une urgence constante qui précède le changement climatique. Même une maison transitoire permet :

- de sauver des vies et d'élargir l'accès à l'éducation
- de prévenir un large éventail de maladies
- de restaurer l'estime de soi et de soutenir la

santé mentale

- d'atténuer les effets du changement climatique à l'échelle du foyer
- d'améliorer la qualité de vie, la productivité économique et de réduire la pauvreté

C'est également la position de l'Organisation mondiale de la santé, qui reconnaît l'importance fondamentale d'un logement décent pour la santé humaine.

LE MODÈLE TETO



TETO est une organisation latino-américaine — techo signifie « toit » en espagnol, et teto signifie aussi « toit » en portugais. Nous sommes présents depuis près de 30 ans dans la région, fondés à l'origine au Chili, et opérons aujourd'hui dans 18 pays d'Amérique latine.

Ce qui distingue notre travail, c'est la mobilisation de jeunes bénévoles pour construire des maisons en partenariat avec les communautés et les

familles. Au fil des 30 dernières années, notre modèle a évolué : il ne s'agit plus seulement de construire des maisons, mais de travailler plus largement sur l'habitat — car une fois que les familles disposent d'un logement décent, elles retrouvent l'espace mental pour envisager d'autres aspects de leur vie collective.

Notre méthodologie repose sur le mutirão [PT : activité de travail collectif communautaire] — un terme également largement utilisé par le gouvernement brésilien lors de la COP30.

Quand nous construisons des maisons, nous n'en construisons pas une seule à la fois : nous en bâtissons 5, 10, 15, 20 lors d'un même week-end, en mobilisant des centaines de bénévoles et la communauté tout entière.

Au Brésil, TETO a :

- accompagné plus de 5 200 familles
- mobilisé plus de 100 000 jeunes
- des opérations actives dans six États et le District fédéral de Brasília

L'AMPLEUR DU DÉFI

Si nous urbanisons une favela par semaine au Brésil — ce qui est évidemment impossible en pratique — il faudrait 230 ans pour intégrer tous ces territoires dans le tissu de la ville.

Le Brésil compte plus de 5 000 municipalités. La plupart manquent de ressources et de capacités techniques pour relever ces défis. Ce qui se passe en pratique avec les communautés les plus petites ou les moins développées — celles sans capital social, sans voix collective, dont les habitants survivent simplement au jour le jour — c'est qu'elles sont

ignorées. Les populations les plus touchées par le déficit de logements au Brésil sont les femmes noires élevant seules leurs enfants, et elles portent un fardeau extraordinaire.

TROIS PROTOTYPES : LES SOLUTIONS DE LOGEMENT DE TETO

La Maison d'urgence (Emergency House) — construite depuis plus de 30 ans à travers l'Amérique latine. Édifiée en deux jours par des bénévoles. La famille participe à la construction, ce qui génère une profonde transformation dans la façon dont elle se perçoit et mobilise la communauté.

La Maison Graine (Seed House) — une maison plus grande, comprenant une pièce, une cuisine et une salle de bain. La construction dure environ 10 jours et requiert davantage d'expertise technique. Conçue en partie pour attirer des partenariats gouvernementaux.

La Maison Résiliente (Resilient House) — prototypée en 2024, déployée en 2025. C'est sur elle que porte la présentation d'aujourd'hui.

LA MAISON RÉSILIENTE



La Maison Résiliente est un moyen concret d'investir dans la préparation des établissements informels pour protéger des vies et lutter contre les inégalités historiques. Il est essentiel de ne pas laisser les plus vulnérables de côté.

Caractéristiques principales :

- Protection contre les inondations : toujours construite en surélevé par rapport au sol
- Panneaux solaires, biodigesteurs et autres solutions sanitaires : ajouts compatibles
- Réduction de l'empreinte carbone grâce à un système de construction à sec
- Meilleure étanchéité et durabilité grâce aux nouveaux panneaux
- Éclairage naturel, réduisant la dépendance à l'électricité
- Confort thermique : ventilation avec un volet en toiture permettant à l'air chaud de s'échapper automatiquement
- Ventilation croisée grâce à des fenêtres positionnées stratégiquement
- Modulaire et adaptable à de nombreux environnements et terrains
- Construction rapide : deux à trois jours par des bénévoles
- Matériaux recyclés, notamment pour les tuiles de toiture
- 18 m² — l'organisation intérieure est assurée par la famille à l'aide de rideaux ou de cloisons

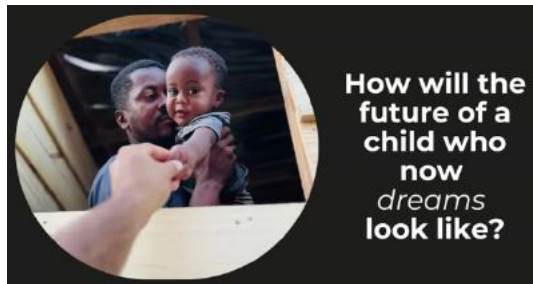
En 2025, TETO a accompagné 86 familles avec ce nouveau prototype. La Maison Résiliente a été récompensée lors de l'événement World Smart City à Barcelone en 2024.

LA TECHNOLOGIE SOCIALE

TETO n'est pas une entreprise de construction. Nous n'intervenons pas, ne construisons pas, puis ne repartons pas. Nous disposons d'un processus et d'une méthodologie complets pour accompagner les familles, mobiliser les communautés et fournir des outils pour les processus de développement communautaire. L'écoute active est ancrée dans notre ADN en tant qu'organisation.

L'articulation entre travail technique, travail social et développement communautaire garantit que l'impact va bien au-delà de la construction physique. La mobilisation des jeunes et la participation communautaire sont également essentielles pour faire évoluer les représentations autour des communautés qui ont été rendues invisibles — dont les membres se sont sentis invisibles pendant la majeure partie de leur vie.

VOIX DU TERRAIN



Mirjeli — photographiée quelques semaines après la construction de sa maison — a déclaré :

« Ensemble, nous avons construit la maison avec des bénévoles, et nous l'avons fait en deux jours. Le troisième jour, il a plu très fort. Si j'avais encore été dans mon ancienne baraque, j'aurais tout perdu. »

Paulina — qui avait perdu ses affaires à plusieurs reprises lors d'inondations et avait honte de recevoir des visiteurs dans son ancienne maison — a dit à la fin de son entretien :

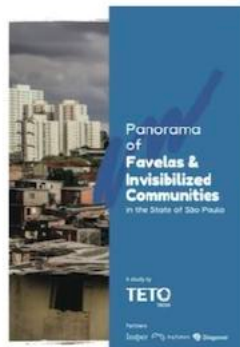
« Maintenant, mes enfants dorment. Et maintenant, ils rêvent aussi. »

Si vous ne retenez qu'une seule chose de ma présentation, j'espère que vous penserez à ce que peut représenter l'avenir d'un enfant qui peut désormais rêver.

RECHERCHES ET RESSOURCES



[download here](#)



[download here](#)



[download here](#)



[download here](#)

TETO a une forte tradition de recherche et d'évaluation d'impact. Je vous invite à consulter le Panorama Climatique — une étude portant sur la façon dont les habitants de 119 communautés de toutes les régions du Brésil perçoivent le changement climatique, sur les solutions qui émergent déjà au sein de ces communautés, et sur les solutions qu'ils souhaitent voir soutenues par les gouvernements.

Si nous abordions le processus d'adaptation dans une logique ascendante, il serait bien plus rapide — car les communautés savent déjà ce qui doit être fait. Toutes les publications évoquées aujourd'hui sont disponibles en anglais.

QUESTIONS-RÉPONSES — APRÈS LA PRÉSENTATION 2

HELLE JUUL

- Camila, comment organisez-vous le financement et l'approvisionnement en matériaux ?
- Comment tout cela a-t-il commencé, et comment parvenez-vous à rassembler et fidéliser autant de bénévoles ?

CAMILA JORDAN

En pratique, presque tout dans notre organisation est organisé par les bénévoles eux-mêmes. Nous avons une très petite équipe salariée au regard de l'impact que nous obtenons. Dans chaque ville et chaque État où nous travaillons, nous disposons d'une équipe locale dirigée par deux ou trois personnes embauchées, et de 80 à 120 bénévoles actifs chaque semaine, qui font fonctionner l'ensemble.

L'un des aspects les plus marquants de notre organisation est que la décision la plus importante — qui reçoit une maison — est prise par les bénévoles eux-mêmes. C'est d'ailleurs mon propre parcours de bénévole, sur plusieurs années, qui m'a amenée là.

Nous sommes une organisation à but non lucratif et nous collectons des fonds chaque année — auprès de particuliers et d'entreprises. Au Brésil, nous n'avons malheureusement pas encore réussi à établir des partenariats avec les pouvoirs publics. D'autres pays y sont parvenus : le Chili, l'Argentine et surtout le Mexique, où des partenariats gouvernementaux importants ont été noués ces dernières années en réponse à d'importants événements climatiques.



Le logement reste une cause difficile à financer dans le secteur philanthropique. Il y a eu un élan de visibilité autour du mouvement pour le droit à la ville il y a une dizaine d'années, mais l'intérêt n'a cessé de décliner depuis. Le nombre de maisons que nous pouvons construire dépend avant tout du financement. Nous organisons quatre à cinq week-ends de chantier par an et par ville.

Le bénévolat fait partie de notre ADN — mais nous devons planifier activement et mettre en œuvre une stratégie pour attirer de jeunes bénévoles et les fidéliser dans la durée. Nous voulons que les gens s'engagent deux, trois, quatre ans, en prenant progressivement plus de responsabilités et en développant leurs compétences techniques.

Participante

- Comment gérez-vous l'approvisionnement en eau, les eaux usées et la collecte des déchets ?
- Bénéficiez-vous d'un soutien des autorités locales sur ces questions ?

CAMILA JORDAN :

Cela varie vraiment d'une communauté à l'autre. TETO lui-même ne gère pas ces systèmes — nous travaillons toujours en collaboration avec la communauté.

Sur l'eau : dans la plupart des communautés, les habitants disposent généralement d'au moins un à trois points d'approvisionnement. Le problème est qu'ils doivent trouver un moyen d'acheminer cette eau jusqu'à leur foyer — soit par des pompes alimentant des réservoirs proches des habitations, soit en portant des seaux. Lorsque nous disposons de financements dédiés aux projets d'eau, nous installons des systèmes de récupération d'eau de pluie avec filtres dans les maisons.

Sur l'assainissement : lorsque nous avons des financements suffisants, nous installons des biodigesteurs raccordés à plusieurs maisons simultanément, capables de produire du biogaz utilisable pour la cuisine. Dans de nombreuses communautés, cependant, les eaux usées continuent de s'écouler dans le canal le plus proche — c'est le résultat le plus fréquent en l'absence d'infrastructure formelle.

Au Brésil, ces dernières années, un mouvement croissant s'est développé pour apporter l'assainissement dans les établissements informels — même là où des litiges fonciers

subsistent — en réponse à la forte pollution des rivières. Les travaux se multiplient, même si c'est encore insuffisant.

HELLE JUUL — CLÔTURE

Merci beaucoup — un après-midi vraiment remarquable. Ce qui me frappe dans ces deux présentations, c'est qu'un mot me vient spontanément à l'esprit : vous avez toutes les deux utilisé les mots dignité et estime de soi. Et c'est bien de cela qu'il s'agit — des êtres humains, de leur bien-être et du sens de leur propre valeur dans toutes ces situations.

Nous enverrons à tous les participants un compte rendu ainsi que les présentations. Si des idées vous viennent — en matière de financement, de réseaux ou d'autre chose — n'hésitez pas à rester en contact. Merci beaucoup. Ce fut un vrai plaisir.

-o0o-